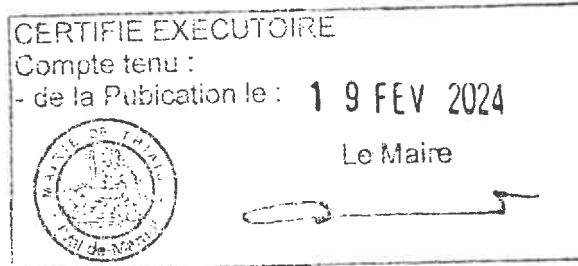




2024/054



REGLEMENTATION STATIONNEMENT

Arrêté portant réglementation provisoire de stationnement
avenue René Panhard

LE MAIRE DE THIAIS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-6,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.411-1, R.417-10 et R.413-1,
- Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
- Vu l'arrêté 2008/277 du 25 novembre 2008 portant modification de l'arrêté 2007/269 du 8 octobre 2007 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la Commune,
- Vu l'arrêté 2003/015 du 24 janvier 2003 portant interdiction de stationnement des véhicules de plus de 3,5 tonnes, ainsi que des remorques sur l'ensemble des voies de la Commune,
- Vu l'accord technique 24-000290-D du 29 janvier 2024,
- Vu la demande de VEOLIA EAU pour réaliser des travaux de branchement neuf d'eau potable au numéro 35 avenue René Panhard, du 26 février au 15 mars 2024,
- Considérant que pour faciliter les travaux et afin d'assurer la sécurité des usagers et des ouvriers, il est nécessaire de réglementer le stationnement dans la section concernée.

ARRETE

ARTICLE 1 : À compter du 26 février 2024 et jusqu'au 15 mars 2024, le stationnement sera interdit et considéré comme gênant au droit des travaux avenue René Panhard, à proximité du numéro 35. Les emplacements nécessaires seront matérialisés par la société chargée des travaux. Les véhicules en infraction seront retirés de la voie publique.

ARTICLE 2 : Le passage des piétons sera renvoyé sur le trottoir opposé à l'aide du passage piéton existant au droit du Centre de Loisirs Lionel Terray. La société chargée des travaux mettra en place la signalisation appropriée.

ARTICLE 3 : Les travaux sur le trottoir avenue René Panhard entraîneront la neutralisation de la piste cyclable, les cyclistes devront impérativement mettre pied à terre et procéder à la traversée obligatoire comme mentionnée à l'article 2.

ARTICLE 4 : Les dispositifs de signalisation, pré-signalisation et balisage seront assurés par la société chargée des travaux, sous le contrôle des Services Techniques Municipaux et du Département.

ARTICLE 5 : La société chargée des travaux devra respecter les prescriptions techniques 24-000290-D émises par le service du Département.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être restitués en bon état et à l'état d'origine. Toutes dégradations et ou retrait de mobilier urbain seront à la charge de la société chargée des travaux.

ARTICLE 7 : Copie du présent arrêté sera affichée pendant toute la durée des travaux. L'affichage sur le mobilier urbain, équipements de signalisation de l'espace public et sur les arbres est proscrit.

ARTICLE 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément à la Loi.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des Arrêtés du Maire.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Directeur Général des Services
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux
- Police Nationale
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris
- Police Municipale
- Département – Monsieur Godart
- VEOLIA EAU – Monsieur Decoupy

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à THIAIS, le 19 FEV 2024

LE MAIRE,
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

Richard DELL'AGNOLA



Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage pour les actes réglementaires ou de sa date de notification pour les actes individuels.